

Appel

du collectif seine-et-marnais
pour la victoire d'un **NON** anti-libéral
pour une Europe démocratique et sociale
NON au projet de "constitution" européenne

L'Europe commence chez nous, en Seine-et-Marne. Dans notre département, chacun subit ou connaît les conséquences de la politique libérale appliquée par le gouvernement français, à l'unisson des directives de la commission de Bruxelles. Suppressions d'emploi dues aux délocalisations, détérioration des services publics de proximité, insuffisance des transports en commun, sont notre lot quotidien.

Cette politique antisociale a un principe, "la concurrence libre et non faussée", qui revient comme une mauvaise rengaine dans le "traité constitutionnel" de l'Union européenne, soumis à référendum en France le 29 mai prochain. En son nom, les gouvernements privatisent et cassent les services publics, détruisent notre système de Sécurité sociale et de solidarité. Les inégalités deviennent criantes; d'un côté, les grands groupes qui privilégient la financiarisation au détriment de l'activité et de l'emploi. Ceux-là engrangent des bénéfices records de plus en plus illégitimes car sans lien avec la réalité économique; de l'autre, les chômeurs, les précaires et la masse des salariés qui voient leurs conditions de vie se dégrader.

Cette Europe de la régression sociale n'est pas la nôtre!

L'approbation de la "constitution" graverait dans le marbre du droit une politique injuste dont ne profite que la finance sans frontières. Elle mettrait hors la loi toute alternative, d'autant plus que la révision constitutionnelle n'est possible que si les 25, et bientôt 30 membres de l'UE en décident ainsi! Ce traité n'est d'ailleurs pas une véritable constitution, ni par son contenu fourre-tout, ni par son mode d'élaboration au sein d'une convention sans mandat populaire pour le faire.

En fait, la "constitution Giscard" est un carcan, elle impose de fortes contraintes politiques, économiques et sociales. **C'est pourquoi nous disons NON :**

- au super-pouvoir de la commission de Bruxelles, non élue et sans contrôle
- à la concurrence sociale et fiscale, qui encourage les délocalisations et la régression

- à la disparition programmée des services et des entreprises publiques
- à l'abandon de la laïcité et à la porte ouverte au communautarisme
- à la mise sous tutelle américaine par le biais de l'OTAN

Nous voulons une autre Europe, creuset des libertés citoyennes, terre de croissance et de justice sociale et d'égalité de droits.

Cette Europe est possible, contrairement à ce que prétendent les tenants de la "pensée unique", relayés par les grands médias. Une Europe fondée sur la souveraineté populaire, forte de politiques industrielles et agricoles ambitieuses et respectueuses de l'environnement et qui interdirait la concurrence entre les populations, alors qu'on sait qu'elle est d'abord basée sur le principe du moins-disant fiscal et social. Une Europe où les femmes seront libres de leurs choix et où leurs droits seront pleinement reconnus, notamment le droit à la contraception et à l'avortement. Une Europe fraternelle, où tous les citoyens auraient le même droit à l'éducation, la santé, la culture, et à tous les services essentiels à la vie et au développement de chacun.

C'est pourquoi dans notre diversité, organisations et citoyens de Seine et Marne, nous unissons nos efforts pour le NON.

Ce combat revêt une importance considérable. La victoire du Non constituerait un événement politique majeur, à partir duquel la construction européenne pourrait être réorientée. Loin d'engendrer le chaos, elle redonnerait espoir à la grande majorité de Français qui pâtissent des néfastes orientations émises depuis Bruxelles et avalisées par le gouvernement Raffarin, encouragées par le MEDEF. L'heure est venue de mettre un coup d'arrêt aux désordres sociaux et économiques que cette politique inflige à notre pays.

Débat avec la participation de :

- Francine Bavay - conseillère régionale d'Ile-de-France
- Michel Billout - sénateur maire de Nangis, PCF
- Pierre Carassus - CNGR (Gauche républicaine)
- Catherine Coutard - Mouvement républicain et citoyen
- Claude Debons - Fondation Copernic
- Monique Dental - collectif féministe "Rupture"
- Marc Dolez - député du Nord - collectif socialiste pour le non
- Christian Piquet - Ligue communiste révolutionnaire
- Frédéric Viale - ATAC

soirée présentée et animée par
Antoine Blocier - maire adjoint à Pontault-Combault

Dès 19 heures, des stands pour échanger avec les personnalités, les organisations associatives, syndicales, politiques signataires de l'appel départemental pour le **NON** en Seine-et-Marne

grande soirée
de
rassemblement
jeudi 21 avril 2005

à 20 h 30

salle Jacques Brel rue du Plateau
à Pontault-Combault